

ABONNEMENTS

Canada et États-Unis - - \$1.00
Europe (comprisé port) - - 2.50

TARIF DES ANNONCES:

1ère insertion, par ligne..... 12 cts
Chaque insertion subséquente 10 "

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA

EST PUBLIE

LE MERCREDI DE CHAQUE
SEMAINE

A SAINT-BONIFACE, MANITOBA

Par la Cie Canadienne de Publication

Toute communication concernant
le journal doit être adressée àEDMOND TRUDEL,
Directeur,
Saint-Boniface, Man.
Canada.

CARSLEY & CIE.

VENTE
Avant l'Inventaire!C'est la plus grande vente que nous
ayons jamais eue.Toutes nos pratiques devraient acheter
leurs marchandises sèches durant ce mois.

ETOFFES A ROBES.

Plusieurs caisses d'Etoffes à Robes, dou-
ble largeur, achetées à Montréal à environ
la moitié du prix de la manufacture. Spé-
cialement pour cette vente: prix de 10 1/2
15, 25, 35 et 40 cts, prix réguliers 20, 25,
30, 35 cts et jusqu'à \$1.00 la verge.

MANTEAUX - MANTEAUX!

Grande vente de Manteaux pour Dames.
Tout l'assortiment doit être vendu. Prix
\$3.00, \$5.00, \$7.50 et \$10.00.
Pour nos Circonvallures bruns et bleus,
\$9.00 et vous avez le choix.
Circonvallures bordées en fourrure de Rus-
sie, \$5.00 et vous avez le choix.GRANDS AVANTAGES EN VETE-
MENTS DE DENSOUS,
GANTS, MITAINES ET ARTICLES
POUR MESSIEURS.

VENTE SPECIALE EN FLANNELLE,

29 pouces de largeur, 30 pièces achetées à moitié prix. Votre choix sur 10 différents
 patrons, 25 cts la verge.

CARSLEY & CIE

344 RUE MAIN - - - - - WINNIPEG

M. J. A. CORBELL, ci-devant de Montréal, répondra à la clientèle française.

M. EDOUARD GUILBAULT

Ferblantier - Couvreur.

— A TOUJOURS EN MAINS —

UN :: ASSORTIMENT :: COMPLET :: DE

Ferblanterie,
GRANIT,
POELES,
— ET —
Ustensiles de
Cuisine.HUILE
— DE —
Charbon,
Machine,
Etc., Etc.SPÉCIALITÉ DES OUVRAGES POUR GRÉEMENT DE
BEURRERIES ET FROMAGERIES.

ESTIMATIONS DONNÉES SUR DEMANDE.

Couverture : Ferblanc, Tôle Galvanisée,
GOUTTIÈRES ET DALLES.

RÉPARATIONS DE TOUTES ESPÈCES A DES PRIX TRÈS RÉDUITS.

M. Guilbault s'occupe aussi du pose de système de chauffage à air chaud,
au charbon et au bois, ainsi que du pose de paratonnerres.

AVENUE TACHÉ, - - SAINT-BONIFACE.

242-92

DUNCAN MACARTHUR, Sec., Hon. JOHN SUTHERLAND
Président, Vice-Président.

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU

"The North West Fire Insurance Co'y of Manitoba."

Organisée en 1883.

Capital autorisé \$500,000
Déposé au gouvernement de Manitoba 10,000
Actif en argent 110,000Cette Cie offre plus d'avantages (surtout aux cultivateurs) que toute autre
compagnie faisant affaires dans cette province.Elle est la seule qui assume le risque des dommages causés par le vent, les cyclones,
etc., en sus du feu et de la foudre, et cela au même taux.
Cette compagnie accepte des billets à longs termes en paiement des primes, lorsque
cela est nécessaire.M. Jos. T. Dumouchel, agent de la compagnie, et bien connu du public, se fera
toujours, comme par le passé, un plaisir de donner les informations voulues concernant
toute affaire d'assurance.

G. W. GIRDLESTONE, Secrétaire et Gérant. JOS. T. DUMOUCHEL, Agent voyageur

Nos. 375 et 377 Rue Principale, Winnipeg.
la 1812 89

SANTÉ POUR TOUS!!

PILULES et ONGUENT HOLLOWAY.

LES PILULES

Purifient le Sang, corrigent tous les Derangements du FOIE,
de l'ESTOMAC et des INTESTINSElles fortifient et restituent la Santé à des Constitutions débilitées, elles sont aussi
inestimables dans toutes les maladies particulières au Sexe Féminin de tout âge.
Pour les enfants ainsi que pour les personnes âgées sont invariables.

L'ONGUENT

Est un remède infaillible pour les Maux des Jambes, ceux des Seins, Blessures
Anciennes, Plaies et Ulcères. Il est fameux pour la Goutte et Rhumatisme,
Et pour tous les Derangements de la Poitrine il est de même sans égal.POUR LES MAUX DE GORGE, LA BRONCHITE,
LES RHUMES, LA TOUX.Gonflements Glanduleux, et toutes les Maladies de la Peau, il est sans rival; et pour
les membres contractés et jointures raides il agit comme un charme.Ces Médicines sont préparées seulement à l'Etablissement du Professeur Holloway,
79, NEW OXFORD STREET, auparavant 533, Oxford Street,

Et se vendent à la 1/4, 1/2, 3/4, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

Les acheteurs sont priés de regarder l'étiquette qui se trouve sur chaque Pot et Boîte
s'il n'y a pas l'adresse 533 Oxford Street, London, c'est de la falsification.

LA QUESTION DES ECOLES

Nous publions ci-après, la se-
conde lettre du correspondant du
Globe, de Toronto, dont, tout
comme la première, nous recom-
mandons la lecture à ceux de
nos lecteurs qui veulent suivre
les différentes phases de cette
cause déjà célèbre.

DEUXIÈME LETTRE.

A l'Éditeur du "Globe."

MONSIEUR.—Suivant les pro-
messes que j'ai faites en écrivant
les derniers mots de la précé-
dente, je veux, dans ma lettre
d'aujourd'hui, examiner briève-
ment si la minorité catholique
de Manitoba possède vis-à-vis du
pouvoir fédéral, un droit d'appel,
qui lui permette d'attaquer
l'Acte des Ecoles de 1890, nonobstant le jugement dans la
cause de Barrett.Il est bon de rappeler en peu
de mots, ce qu'était la loi des
écoles dans l'ancien Canada, avant
la Confédération. Pendant bien
des années, avant 1863, une lutte
des plus acharnées a eu lieu entre
les divers partis politiques, soit
pour décréter l'abolition, soit pour
assurer le maintien des écoles sé-
parées pour les catholiques dans
Ontario. L'hon. George Brown,
le grand chef libéral, était à la
tête pour demander l'abolition.
Il ne put réussir, et en 1863, un
acte favorisant ces écoles fut pro-
mulgué. Cet acte contenait des
dispositions qui furent finale-
ment acceptées comme compro-
mis, par les deux partis. Lors-
que, en 1865, on parla du projet
de la Confédération, les chefs des
deux factions engagées dans l'an-
cienne dispute, y compris M.
Brown et ses principaux parti-
sans, déclarèrent que sous les dis-
positions de l'acte de 1863, le
système scolaire avait générale-
ment donné satisfaction, pendant
que d'un autre côté, le brandon
de discorde et les vieilles luttes
étaient disparus. Ils prirent donc
la détermination—et en cela re-
çurent l'approbation du parle-
ment et du pays—d'empêcher
autant que possible, à l'avenir,
par des dispositions constitution-
nelles, le renouvellement de ces
vieilles luttes. Un système d'é-
coles dissidentes, en faveur des
protestants de Québec, avait déjà
été établi avant l'union. Là aus-
si ce système donnait satisfaction,
et il fut jugé sage de le rendre
permanent sous l'union.Le moyen par lequel on von-
lait assurer le maintien du régle-
ment de cette question, fut d'in-
sérer dans la constitution une li-
mite aux pouvoirs des législa-
tures provinciales légiférant sur
l'instruction publique, en sorte
qu'aucune majorité, quelque soit
sa force, ne puisse s'attaquer aux
écoles de la minorité, là où elles
sont une fois établies. L'instruc-
tion publique a, en effet, été une
des questions rendues locales, par
la constitution; et l'article 93, de
l'Acte de la Confédération, comme
chacun le sait, commence par
donner aux provinces le pouvoir
exclusif de faire des lois relative-
ment à l'éducation; mais, il y a
une restriction: en fait d'instruc-
tion publique, ce pouvoir a été
limité. Il fut fait une grande et
importante distinction entre la
question de l'éducation et les au-
tres. Tel que le dit George Brown
dans le cours du débat sur la con-
fédération: "Relativement aux
écoles communes, il a été fait
une exception au principe gé-
néral, lorsque l'on mit sous le
"contrôle du pouvoir provincial,
"tous les sujets d'un intérêt pu-
"rement local." Ces limites aux
pouvoirs des législatures provin-
ciales, sont contenues dans les
premier et troisième paragraphes
du même article 93. Je veux
vous demander de publier de
nouveau les mots déjà connus du
premier paragraphe:"Rien dans ces lois ne devra
préjudicier à aucun droit ou pri-
vilège conféré lors de l'union, par
la loi, à aucune classe particulière
de personnes..."
C'est là le paragraphe sur le-
quel l'on se base pour maintenir
le système scolaire actuel dans
Ontario et dans Québec. Par le
texte, cette disposition n'affecte
pas seulement ces deux provinces,
mais elle s'applique également à
toute la Puissance, en autant que
des écoles séparées existent léga-
lement au temps voulu. C'est là
un fait important, démontrant
l'esprit de la constitution. Ce fait
comporte une déclaration du
principe général de la constitu-tion, relativement aux écoles sé-
parées, qui sont protégées non
seulement dans Ontario et Qué-
bec, mais en quelque endroit où
elles puissent exister par la loi.
En réalité, cette disposition n'a
pas sa raison d'être en dehors des
provinces d'Ontario et de Québec,
puisqu'au moment de l'union, il
n'existait pas, de par la loi, un
système d'écoles séparées dans les
autres provinces. Il est néan-
moins évident que lorsque cet ar-
ticle fut inséré dans l'acte consti-
tutionnel, il était entendu qu'il
s'appliquait à au moins une autre
province: je veux parler du Nou-
veau-Brunswick.Je vais maintenant vous de-
mander de publier le troisième
paragraphe, et pour des raisons
qui vous paraîtront bientôt frap-
pantes, je vais faire une distinc-
tion entre la partie déclaratoire
et la procédure, en divisant les
deux par une parenthèse. Ce
paragraphe se lit comme suit:—
(Dans toute province où un
système d'écoles séparées ou dis-
sidentes existera par la loi lors
de l'union, on sera subséquem-
ment établi par la législature de
la province), il pourra être inter-
jeté appel au gouverneur-général
en conseil de tout acte ou déci-
sion d'aucune autorité provin-
ciale affectant aucun des droits
ou privilèges de la minorité pro-
testante ou catholique romaine
des sujets de Sa Majesté, relative-
ment à l'éducation.Voici, au moins, une disposi-
tion générale à toute la Puissan-
ce, une déclaration de principes
qui s'applique à toutes les locali-
tés. En n'importe quel endroit,
dans les limites du Canada, où
des écoles séparées ont existé
dans le passé, par la loi, ou ont
subsequemment été établies, aus-
si par la loi, ces écoles devien-
nent l'objet de la protection des
autorités fédérales. Cette protec-
tion consiste en un droit d'appel
au gouverneur-général en con-
seil, investi du pouvoir d'ap-
porter un remède; et, par un autre
paragraphe, que je n'ai pas be-
soin de donner maintenant, l'ex-
écutif peut donner suite à ses dé-
cisions en obtenant du parlement
fédéral, la législation nécessaire.Si ce troisième paragraphe s'ap-
plique à Manitoba, j'admets que
cela règle de suite la question
d'une manière finale. Cette pro-
vince a eu pendant près de vingt
ans des écoles séparées pour les
catholiques, écoles établies par la
législature. L'état de choses fait
à Manitoba tombe donc claire-
ment sous la condition intitulant
la minorité catholique à protec-
tion. Et hormis d'être d'une ma-
nière quelconque, exempte de la
mise en vigueur de la clause, ses
expressions ou termes lient la lé-
gislation, et le droit d'appel existe.
Ici cependant, nous devons
nous arrêter à une importante
question: Manitoba ne faisait pas
partie de l'union, lors de son éta-
blissement. La nouvelle provin-
ce fut adjointe par législation
spéciale en 1870. Cette législa-
tion, c'était l'Acte de Manitoba.
Je désire attirer l'attention sur la
phraséologie de l'article 2 de cet
acte. J'en cite ce qui suit:—Les dispositions de l'Acte de la
Confédération, seront sujettes à
certaines exceptions, applicables
à la province de Manitoba.....
Les exceptions entièrement
énoncées dans l'article se restrei-
gent à deux classes: "(1) Excep-
tées les cas que l'acte de la Confé-
dération déclareraient être appli-
cables à ou n'affecter qu'une par-
tie des provinces, et non pas le
tout de celles alors constituant
l'union."(2) Excepté aussi, en autant
que ces dispositions sont modi-
fiées par l'Acte de Manitoba lui-
même.Ceci veut dire que le para-
graphe 3 de l'article 93, de l'Acte de
la Confédération s'applique à Ma-
nitoaba, hormis: (1.) Hormis que
le paragraphe ne soit expressé-
ment restreint ou n'apparaître
raisonnablement avoir pour in-
tention de se restreindre à une
partie seulement de la Puissance,
ou (2.) hormis qu'il n'ait été modi-
fié par l'Acte de Manitoba lui-
même, auquel cas il s'applique à
Manitoaba, tel que modifié.Maintenant, le paragraphe 3 n'est
certainement pas restreint à des
expressions affectant une partie
seulement de la Puissance, et il
est de toute évidence qu'il puisse
s'appliquer à toutes les provin-
ces. Ainsi donc, il n'entre
pas sous la troisième classe d'ex-ceptions. Il s'applique donc à
Manitoaba, sauf en autant que ce
dernier acte le modifie lui-même.
A-t-il été ainsi modifié, et jusqu'à
quel point? Je veux vous le
faire voir tel qu'il apparaît sous sa
forme modifiée, sous le para-
graphe 2 de l'article 22, de l'Acte de
Manitoaba. Voici une fois de plus
la phraséologie de ce paragraphe:
"Il pourra être interjeté appel au
gouverneur-général en conseil de
tout acte ou décision (de la législa-
ture de la province) ou d'au-
cune autorité provinciale affectant
aucun des droits de la mino-
rité protestante ou catholique ro-
maine des sujets de Sa Majesté
"relativement à l'enseignement."Si le lecteur veut bien com-
parer ce paragraphe au paragraphe
3 original, il verra la modifica-
tion. Pour le moment, je fais
abstraction de la première partie
du paragraphe trois, que j'ai mise
entre parenthèse, et j'en traiterai
la dernière, ou mieux, de la
clause de sanction. L'on verra
que chaque mot de cette clause
se répète dans l'Acte de Manito-
ba et quelques autres mots que
j'ai aussi inclus entre guillemets
s'y trouvent aussi ajoutés. Ces
derniers font voir plus claire-
ment que l'Acte de la Confédéra-
tion a prévu un appel "d'un acte
de la législature;" et il n'a pas
été fait usage de ces mots dans
le dernier acte bien que l'esprit
en soit probablement le même tant
qu'à l'effet. La seule modifica-
tion se trouve dans la sanction
du paragraphe constitutionnel et
en conséquence, elle rend plus
évident qu'auparavant le même
état de choses existait sur ce
point. Si la modification a un
effet quelconque, c'est de rendre
plus sûr plutôt que de limiter le
droit d'appel.Mais il y a une autre modifica-
tion du paragraphe, consistant en
ce que sa première partie (incluse
entre parenthèse), est entière-
ment biffée de l'Acte de Manito-
ba. Ces termes omis ne s'appli-
quent donc pas à Manitoaba. L'o-
mission ne fait que restreindre
l'application du paragraphe, qui
sans cela serait intégralement ef-
ficace et aurait une opération
plus étendue en fait. Si l'on en
vient aux termes omis pris en
eux-mêmes, ils restreignent clai-
rement le droit d'appel à deux
classes. 1o. Là où il existait des
écoles séparées par la loi lors de
l'union. 2o. Là où des écoles ont
été établies "par la loi" après
l'union. Pour rendre plus efficace
ce paragraphe, tel qu'il est main-
tenant, il nous faut l'existence de
l'une des deux conditions sui-
vantes: Enlever les termes ou
mots et les conditions n'existent
plus. Cette clause s'en trouve-t-
elle pour cela moins efficace et
opérative? Ou bien plus son
champ d'opération n'en devient-
il pas plus étendu? Les seconde
et première modification, toutes
deux, à l'instar rendent plus cer-
tain le droit d'appel.Que l'on me permette de poser
la question sous un autre point
de vue. La clause 23, déclare que
les législatures provinciales pos-
sèdent le pouvoir exclusif de pas-
ser les lois relatives à l'enseigne-
ment, sujettes, cependant à, et d'a-
près certaines dispositions res-
treignant ce pouvoir. Le para-
graphe trois établit une de
ces restrictions en accordant à
certaines classes un droit d'appel à
une autorité supérieure, sous cer-
taines circonstances. L'appel est
concedé à la minorité catholique
ou protestante. Et sous quelles
circonstances? Chaque fois que
la loi provinciale relative à l'en-
seignement affectera les droits ou
privilèges de l'une ou l'autre des
minorités à ce sujet. Cette clause
telle qu'elle est, ne s'applique
qu'au cas où il avait été établies
écoles séparées "par la loi," avant
ou après l'union. Cette condition
biffée, elle s'applique générale-
ment là où des écoles séparées
avaient été établies par "la loi"
ou non. Je dois donc nécessaire-
ment en venir à la conclusion que
si le troisième paragraphe de la
clause 93 accordant le droit d'appel
auprès du pouvoir fédéral, n'est
obligatoire que pour Manito-
ba seulement, en vertu de sa
modification dans l'Acte de Ma-
nitoaba, son opération est plus
étendue, dans ce cas, qu'elle ne
l'aurait pu l'être sous sa forme
originale.Un peu de réflexion fera com-
prendre la cause de cette va-
riante. Lorsque le gouvernement
a fait des modifications, ces mo-
difications avaient un but évi-dent. Celle du premier para-
graphe de l'Acte de Manitoaba
jetait quelque lumière sur ce
point. Je crois qu'il en est de
même du jugement du Conseil
Privé. Le premier paragraphe ne
s'appliquait qu'aux provinces où
les droits affectés existaient "par
la loi" lors de l'union. L'Acte
de Manitoaba mo difie ce point
en y ajoutant les droits possédés
"par la pratique." J'entends que
le procureur-général de Manito-
ba et quelques-uns au moins des
juges de la province croient
que ces mots ajoutés ne ren-
daient pas ce paragraphe plus
étendu dans son esprit. Selon que
je puis le comprendre, les juges
du Conseil Privé ont vu autre-
ment. Ils ont accordé à ces mots
le plein effet réclamé pour eux
dans la cause de Barrett, c'est-à-
dire que le droit des catholiques
à leurs écoles étaient de les main-
tenir précisément sur le pied
qu'elles existaient "en pratique"
lors de l'union, par la sanction
de la loi ou non. Cette cause de
Barrett est tombée, non par rap-
port au défaut de latitude de la
clause de protection à couvrir les
droits possédés "en pratique,"
mais parce qu'il n'y avait même
pas eu empiètement sur ces
droits.Nous voyons que le parlement
en passant l'Acte de Manitoaba a
introduit dans le premier para-
graphe des mots dont l'intention
était de le rendre applicable aux
circonstances alors existant dans
la province. Et le conseil privé
a décidé que les mots ajoutés
avaient cet effet. La phraséolo-
gie du troisième paragraphe a été
modifiée en même temps, par le
même parlement, par la rature
des mots restreignant l'appel en
faveur du droit de protection ori-
ginaire de l'une des deux condi-
tions: 1o Existait "par la loi"
avant l'union; 2o Etablies par
la loi après l'union. Un appel
restreint à ces conditions n'aurait
aucune portée pour une nouvelle
province à sa formation. La pre-
mière des conditions n'existait
pas, vu qu'il n'y avait d'écoles
séparées d'établies par la loi, à
Manitoaba; la seconde ne pou-
rait jamais exister, attendu qu'il
était du ressort de la législature
de n'en pas établir. Mais cha-
cune des écoles existait "en pra-
tique," et le même parlement
qui a modifié le premier para-
graphe de manière à mettre ces
écoles de pratique sous le cou-
vert de ces termes, a fait la même
chose en même temps au sujet
du troisième paragraphe. Peut-
on douter que le parlement n'ait
pas agi de la sorte de propos dé-
libéré?Je conclus donc que si ces pa-
graphes de l'Acte de Manitoaba
doivent être considérés comme
substituts des clauses correspon-
dantes de l'Acte de la Confédéra-
tion, ils n'enlèvent pas, mais au
contraire rendent plus certain le
droit d'appel. Et si les clauses
de l'Acte de la Confédération
lui-même doivent être considé-
rées en vigueur à Manitoaba, il
est également évident que le
droit d'appel existe.Je désire maintenant soumettre
une autre considération qui, dans
mon opinion, même infaillible-
ment à la même conclusion. Les
dispositions de l'acte de la Con-
fédération, restreignant les pou-
voirs des législatures provinciales
relatifs à l'enseignement et pro-
tectant les droits des minorités
catholique et protestante au sujet
des écoles se trouvaient les "pre-
mières," des dispositions essen-
tielles du projet d'union. Que
l'on me permette de citer Sir Oli-
ver Mowat sur ce point. Parlant,
il y a quelques années, de l'es-
prit de compromis, qui les mit à
portée de créer l'union, il disait:
"Une partie essentielle de ce
compromis, si essentielle que
sans elle la Confédération n'au-
rait jamais pu avoir lieu, c'est la
disposition garantissant, par dé-
cret impérial, les écoles séparées
à Ontario et les écoles dissidentes
protestantes de Québec."Ainsi comme je l'ai démontré,
la protection garantie à la mino-
rité contre l'action de la majorité
ne se restreignait pas à Ontario
et Québec, mais s'étendait à tou-
tes les provinces où des écoles
séparées catholiques ou protes-
tantes avaient été ou seraient
établies en aucun temps à l'ave-
nir. L'esprit de la constitution,
comme je l'ai dit, c'était la décla-
ration d'un principe universel
par toute la nouvelle Puissance.
Et chaque député du parlementqui appuyait le projet compre-
nait que cet esprit devait préva-
loir dans chacune des provinces.
L'attitude de la Chambre des
Communes lors de la cause des
écoles du Nouveau-Brunswick,
nous fournit une preuve de ce
sentiment. Il n'avait pas été éta-
bli d'écoles séparées par la loi
dans cette province lors de l'union,
mais telle qu'administrée la loi
en permettait en pratique
l'existence comme partie du sys-
tème d'écoles publiques. En 1871
la législature de de cette provin-
ce passa une nouvelle loi aboli-
sant toutes les écoles séparées.
La minorité protesta et en appe-
la aux tribunaux. Mais les juges
décidèrent que les clauses de
l'Acte de la Confédération ne
s'appliquaient pas. La cause fut
portée aux Communes. La gran-
de majorité de cette chambre
protesta que l'action de la législa-
ture du Nouveau-Brunswick,
bien qu'étant strictement dans
les bornes de la loi, était con-
traire à l'esprit du projet d'union.
M. Edward Blake disait: "Le
changement a opéré avec vio-
lence contre les catholiques; il
n'était pas nécessaire pour satis-
faire les scrupules des protes-
tants." M. Alexander McKenzie
fut plus loin. Il parla des luttes
vigoureuses, en compagnie de
M. George Brown et autres, il
avait soutenues contre les
écoles séparées; il parla de
l'espoir profond qu'il chérissait
dans sa jeunesse, de pouvoir
établir un système uniforme d'é-
coles acceptable par les catholi-
ques et par les protestants. Il
dit comment l'expérience lui
avait démontré que ce résultat
était impossible en pratique. Il
attira l'attention de la chambre
sur le règlement de 1863 et sur
l'esprit de compromis qui avait
conduit à l'établissement de l'union.
Alors, référant aux pro-
vinces auxquelles, comme au
Nouveau-Brunswick, les clauses
ne s'appliquaient pas, il en vint
à dire que les motifs qui l'avaient
guidé dans l'appui qu'il a donné
aux écoles catholiques d'Ontario
et aux écoles protestantes de Qué-
bec, "m'ont forcé," pour me ser-
vir de ses expressions, de me
croire obligé d'accorder en toutes
circonstances mes sympathies à
tous ceux des autres provinces
qui croient souffrir des mêmes
griefs et entraves dont se plain-
gnaient les catholiques d'Onta-
rio. Si un acte, une chose de
ma part pouvait aider à secourir
celle du Nouveau-Brunswick qui
croient souffrir d'un grief, cet
acte, j'en ferais l'accomplisse-
ment avec zèle et plaisir. Et M.
McKenzie suggère d'essayer de
faire disparaître la cause de mé-
contentement au moyen d'une
modification de la loi par la lé-
gislation du Nouveau-Brun-
swick, et il ajoute: "Je crois que
la province trouvera qu'il est
tout à son avantage d'en agir
ainsi. Il est malheureux que
dans une province de cette Puis-
sance, il puisse se rencontrer des
causes de plainte, quand dans
les grandes provinces, on jouit
précisément des mêmes privi-
lèges. C'est avec plaisir que
j'appuierai toute mesure ayant
pour objet le but que recherche
la minorité du Nouveau-Brun-
swick, c'est-à-dire les droits qu'elle
possédait et qu'elle croyait main-
tenus par le pacte d'union."Et la Chambre des Communes
approuvant l'opinion de M. Mc-
Kenzie bien que ne pouvant in-
tervenir avec autorité, fut aussi
loin cependant que par une im-
mense majorité, de blâmer l'ac-
tion de la législature du Nou-
veau-Brunswick et elle transmit
un mémoire solennel à la reine
la priant de vouloir bien essayer
de persuader à Sa Royale Lé-
gislation du Nouveau-Brunswick
de faire disparaître les griefs dont
se plaignait la minorité catholique
du Nouveau-Brunswick. Le pre-
mier ministre actuel de Manito-
ba était un de ceux qui compo-
saient cette majorité.Je viens de faire une digres-
sion quelque peu longue, afin de
faire ressortir avec plus de force
que la protection des minorités
était non-seulement un des points
essentiels de l'acte, que non-seu-
lement pour cette fin ces disposi-
tions étaient obligatoires dans
chaque province où des écoles
séparées avaient été ou pouvaient
être établies, mais que l'esprit du
pacte devait, dans l'idée et l'in-
tention de ses auteurs, prévaloir
sur même que les termes ne s'en
appliqueraient pas strictement.

J'ai maintenant à attirer l'attention sur une autre clause de l'Acte de la Confédération. Par la clause 146, le Parlement impérial donnait autorité de faire entrer dans l'union le territoire de la Terre de Rupert dont on créa dans la suite Manitoba. Les mots de cette clause, qu'il m'est nécessaire de citer, sont les suivants :

" Il sera loisible à la Reine, par et de l'avis du Conseil privé de Sa Majesté, sur adresse du Parlement du Canada, d'admettre la Terre de Rupert... dans l'union... d'après certains termes et conditions exprimés dans l'adresse... sujet aux dispositions du présent acte."

Cela veut dire que l'Acte de la Confédération a déterminé les termes de l'union ; et que si la Terre de Rupert y est admise, elle devra l'être en conformité de ses dispositions. La Reine en conseil, de même que le Parlement Canadien, n'avaient pas le droit d'ajouter la Terre de Rupert à la Puissance, si ce n'est en conformité de ses dispositions—à moins, naturellement, que la constitution elle-même ne fût préalablement modifiée par l'autorité qu'il avait établie.

Le lecteur comprendra maintenant pourquoi j'insiste tant sur l'essentielle des dispositions scolaires comme part du projet d'union. Etant des dispositions primitives et essentielles, la Terre de Rupert ne pouvait pas être admise à des termes incompatibles avec elles. Si l'Acte de Manitoba, dans un point essentiel, modifiait les dispositions qui auraient été applicables à cette province, de manière à les rendre incompatibles avec leur effet primitif, c'était une infraction à la constitution. Je puis sur ce point citer M. David Mills, qui dans un discours prononcé, aux Communes, en 1875, profita de l'occasion pour faire mention de la constitution de Manitoba. Il réfutait à une prétention soulevée en certains quartiers, que les dispositions générales de l'Acte de la Confédération ne s'appliquaient pas à Manitoba, et il répondit en citant cette même clause 146, pour démontrer que les dispositions générales s'appliquaient de toute évidence, et il ajouta au sujet de la même clause : " En vertu de ces dispositions, aucun terme ni condition ne peuvent être accordés à une province, s'ils ne sont pas compatibles à l'acte."

Bien certainement nous devrions avoir quelque preuve, que le parlement avait l'intention d'outrepasser ses pouvoirs et de changer la constitution dans une question aussi importante que le refus à la minorité de Manitoba d'une protection accordée à la minorité des autres provinces de l'union, avant de conclure que la modification que j'ai décrite eut cet effet, et lors même que l'acte fut ratifié dans la suite par le Parlement impérial. Et la discussion qui précède la passation par le parlement, ne fournit-elle pas la preuve la plus concluante que cette intention n'existait pas ?

Mais j'ai déjà démontré, je le crois, que l'Acte de Manitoba ne modifie pas l'acte original de manière à nier le droit d'appel. Et les modifications ne sont pas une offense à la constitution par l'établissement de droits plus étendus, pouvant être incompatibles à l'esprit de la clause originale. La phraseologie devient simplement plus étendue de manière à assurer que la protection garantie aux minorités provinciales soit toujours à portée de celle de Manitoba, d'après le véritable esprit de l'acte, et applicable aux circonstances dans lesquelles se trouvaient alors les écoles.

Il semble inutile d'appuyer davantage sur le sujet, mais je désire insister sur le point que la constitution donne le droit d'appel à la minorité chaque fois et partout où elle a déjà joui du droit à ses écoles séparées par la loi. La minorité jouissait de ces droits à Manitoba. La constitution leur donnant le droit d'appel, l'Acte de Manitoba ne peut le leur enlever.

J'ai cité M. Mills et j'avais l'intention de faire une nouvelle citation de ce discours, lorsque j'ai cité les déclarations des autres chefs libéraux. Mais il n'est pas encore trop tard, et je conclurai avec ces mots de M. Mills, qui, comme toutes ces assertions en général, sont très explicites et rebondissent de conclusions saines.

" L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourvoit à ce qu'aucune province possédant des écoles séparées avant la Confédération, les ait pour toujours et aussi que toutes les provinces qui ne les possédaient pas alors, mais qui les concéderaient plus tard, les accorderont comme un droit ne pouvant jamais être enlevé."

Je conclus pleinement dans cette opinion au sujet de l'intention de l'acte. Mais si la minorité catholique romaine de Mani-

toba ne réussit pas à obtenir redressement de ses griefs, les conclusions de M. Mills ne seront pas justifiées, et la constitution aura été inapte à fournir la protection, la stabilité, la certitude de ce qui était de l'essence même de la confédération.

J'admets que le gouvernement de la puissance puisse refuser l'appel de la minorité, et que même s'il accorde redressement, le parlement peut refuser de donner effet à cet acte. Mais ceci est du ressort du parlement. Cependant, je dois dire que ce refus serait un déni de l'esprit du pacte qui fut la base de l'union. D'ailleurs, quoi que puissent faire et le parlement et le gouvernement sur les mérites de l'appel, bien certainement l'on ne devrait pas créer des obstacles à l'audition impartiale de cet appel, et l'on devrait honorer toute idée de faire préjuger la cause. Et bien certainement il ne nous appartient pas d'opposer la décision de la majorité de Manitoba, telle que rendue lors des élections provinciales, comme une barrière soit à l'appel soit à l'octroi d'un secours de redressement, car dans ce cas, on le voit, l'appel n'est accordé que pour résister à cette volonté de la majorité. Le devoir spécial de la nation en ce cas, est de voir à ce que les droits de la minorité soient protégés.

OBSERVATEUR.

Le Manitoba.

Mercredi, 11 Janvier 1893

LA CAUSE DES ECOLES DE MANITOBA AU CONSEIL PRIVE D'OTTAWA

Le sous-comité du Conseil Privé fédéral, auquel ont été soumises les requêtes des catholiques de Manitoba, au sujet de l'abolition des écoles séparées par l'acte de 1890, de la législature provinciale, vient de présenter son rapport au gouverneur-général. Ce rapport, qui est fort volumineux, donne un résumé de la législation scolaire de 1890 et des diverses requêtes présentées depuis par les catholiques romains. Il contient également un récit historique de la cause et des différentes phases par lesquelles elle est passée, sans en excepter la décision du Conseil Privé d'Angleterre. Viennent ensuite les requêtes présentées depuis, et la demande de M. l'avocat Ewart, au nom de la minorité catholique.

Après avoir mentionné les mémoires présentés en novembre dernier, et par S. G. Mgr l'Archevêque de Saint-Boniface et par le président du Congrès National, l'hon. M. Bernier, le rapport contient ce qui suit : " Ce dernier mémoire demande : (1) que l'appel soit permis et que des mesures soient prises pour en permettre l'examen ; (2) que Votre Excellence décrète que les deux actes de 1890, (chapitres 27 et 28), préjudicient aux droits et privilèges de la minorité, relativement aux écoles confessionnelles qu'elle avait par la loi ou la coutume dans la province, lors de l'union ; (3) qu'il soit déclaré que les dits actes affectent les droits et privilèges des Catholiques Romains, relativement à l'éducation ; que Votre Excellence ordonne la réadoption des statuts en vigueur à Manitoba avant 1890, en autant qu'il est nécessaire pour assurer aux Catholiques Romains de cette province le droit de construire, maintenir, etc., leurs écoles, et pour leur assurer une subvention à même la caisse publique de la province, pour fins d'éducation, ou pour décharger les membres de l'Église catholique romaine de l'obligation d'avoir à contribuer au maintien d'aucune autre école, ou que ces actes de 1890 soient amendés de telle façon qu'on obtienne le même résultat."

Vient ensuite la prière demandant un remède.

Dans son rapport, le sous-comité s'occupe de préférence du dernier mémoire présenté, attendu qu'il contient tous les allégués des requêtes précédentes demandant un examen et qu'il est plus explicite sur le mode de remède à adopter. Quant à la requête contenue dans le deuxième paragraphe : " Qu'il soit décrété que les dits actes 53 Vic, 37 et 38, préjudicient aux droits et privilèges conférés lors de l'union par la loi ou la coutume, aux Catholiques Romains de cette province, relativement aux écoles séparées," le sous-comité est d'opinion que le jugement du comité judiciaire du Conseil Privé détermine les droits qu'avaient les Catholiques Romains, lors de l'union, aux écoles séparées ; et quant à examiner la plainte au sujet des statuts, le sous-comité est également d'opinion que Votre Excellence ne peut convenablement considérer un appel basé sur les raisons données. Ce jugement de Votre Excellence tout en étant qu'aucune des parties en litige, et, conséquemment, si l'on demandait un remède en vue de ce qui existait dans la province au moment de l'union, ce ne peut être qu'à l'égard et par d'autres moyens que ceux prévus par droit d'appel, par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord et par l'Acte de Manitoba, sur lesquels se basent les requérants pour appuyer leur appel. Les deux actes de 1890, dont on se plaint, suivant l'opinion du sous-comité, doivent être considérés comme relevant des attributions de la législature de Manitoba. Mais il reste à considérer et à entendre comme appel sur des statuts qu'on prétend être un em-

piètement sur des droits ou privilèges acquis par aucune classe particulière de personnes dans Manitoba, non au moment de l'union, mais après.

Le sous-comité a entendu l'avocat des requérants sur leur droit d'appel, et il semble que d'après son argumentation et d'après les pièces de ce qui suit forme la base de cet appel. Un système complet d'écoles séparées et confessionnelles (i. e. : un système d'écoles publiques et des écoles séparées) a été, prétend-on, établi en 1871 par statuts de Manitoba, et par une série d'actes subséquents, ce système est resté en opération jusqu'à ce que les deux actes de 1890, chapitres 37 et 38 furent adoptés. La 93ème clause de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, en donnant pouvoir aux assemblées législatives provinciales de légiférer en matière d'éducation impose certaines restrictions, l'une desquelles est la sous-clause 1, qui garantit le droit qu'avait par la loi dans la province, aucune classe particulière de personnes, lors de l'union. Quant à la restriction, elle semble imposer une condition à la validité d'un acte relatif à l'enseignement et le sous-comité a déjà remarqué qu'il ne peut être soulevé aucune question depuis la décision du comité du Conseil Privé. La troisième clause cependant est comme suit :

" 3. Dans toute province où un système d'écoles séparées ou dissidentes existerait par la loi lors de l'union, ou sera subseqüemment établi par la législature de la province, il pourra être interprété appel au gouverneur-général en conseil de tout acte ou décision d'aucune autorité provinciale affectant l'un des droits ou privilèges de la minorité protestante ou catholique romaine des sujets de Sa Majesté relativement à l'éducation."

L'Acte de Manitoba passé en 1870, constituant la province, contient les dispositions suivantes pour cette province : " La clause 22 confère à la législature le pouvoir exclusif de faire des lois relatives à l'éducation, mais sujet aux restrictions suivantes :

" 1. Rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré lors de l'union, par la loi ou la coutume, à aucune classe particulière de personnes dans la province, relativement aux écoles séparées (denominational) ;

" 2. Il pourra être interprété appel au gouverneur-général en conseil de tout acte ou décision de la législature de la province ou d'aucune autorité provinciale affectant l'un des droits de la minorité protestante ou catholique romaine des sujets de Sa Majesté relativement à l'éducation."

On remarquera que la restriction contenue dans la sous-section 2 n'est pas identique à celle de la sous-section 3 de la section 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord, et l'on soulève la question à propos de cette différence, à savoir si la sous-section 3 de la section 93 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord s'applique à Manitoba, et si la sous-section 2 de la section 22 de l'Acte de Manitoba ne suffit pas à l'appui de la cause des appelants, ou en d'autres termes, si à Manitoba la minorité jouit de la même protection contre les lois que la législature de la province a le pouvoir de passer que les minorités des autres provinces possèdent en vertu de la sous-section de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord ci-dessus citée, relativement aux écoles séparées ou confessionnelles établies après l'union. L'argument du conseil des pétitionnaires était que l'appel vient devant votre Excellence non comme une requête aux fins de réviser la décision du comité judiciaire du conseil privé, mais une conséquence logique et un résultat de cette décision en autant que le recours demandé est pourvu par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord et l'Acte de Manitoba, comme recours de la minorité contre les statuts qui interviennent contre des droits acquis par la minorité après l'union. Ainsi le recours demandé, l'est contre des actes qui ont intrus de la législature. Son argument est aussi que l'appel ne demande pas à votre Excellence d'intervenir contre aucun droit ou pouvoir de la législature de Manitoba, en autant que le pouvoir de légiférer sur le sujet de l'éducation a seulement été conféré à cette législature, sous réserve distincte, que votre Excellence en conseil aura le pouvoir de passer des ordres de redressement contre toute législation qui empiète sur les droits acquis après l'union, par toute minorité protestante ou catholique au sujet de questions d'écoles séparées qui pour raient s'élever.

Le sous-comité ne croit pas devoir exprimer d'opinion sur les pétitions, et en autant qu'il connaît, il n'a pas été exprimé d'opinion dans aucune occasion précédente en cette cause, ou dans aucune autre de même nature, par le gouvernement de Votre Excellence, ni aucun autre membre du conseil de la Confédération, depuis l'établissement de la Confédération, même pétition de ce genre n'a encore été faite. L'application arrive devant Votre Excellence d'une manière différente des autres applications, ordinairement faites en vertu de la constitution, à Votre Excellence en conseil. Dans l'opinion du sous-comité, elle ne doit pas être traitée à présent comme question d'un caractère politique—impliquant une action politique de la part de vos avisers. Elle doit être traitée par Votre Excellence en conseil, abstraction faite des vues personnelles que les avisers de Votre Excellence peuvent entretenir par rapport aux écoles séparées et sans que l'action d'aucun des membres du conseil de Votre Excellence ne puisse être considérée comme engagée par le fait de la réception et de l'audition de l'appel. Si la prétention des pétitionnaires est fondée, que cet appel puisse être maintenu, l'enquête devra porter plutôt sur le caractère judiciaire que politique. C'est ainsi que l'a traitée le sous-comité en entendant le conseil et ren-

daient son unique séance publique. Il appert qu'il s'élèvera plusieurs autres questions, outre celles qui furent discutées par le conseil à cette séance, et le sous-comité avise de fixer un jour auquel les pétitionnaires ou leur conseil pourront être entendus sur l'appel en conformité de leur première requête.

Le sous-comité croit à propos de procurer l'occasion au gouvernement de Manitoba de se faire représenter à l'audition et à cet égard il recommande de plus que si ce rapport est adopté, une copie de toute minute l'approuvant et de toute minute fixant une date pour l'audition afin de transmettre l'appel avec copies de toutes les pétitions mentionnées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de Manitoba, pour l'information des avisers de Son Honneur.

Dans l'opinion du sous-comité l'attention de toute personne qui pourrait assister, soit pour les pétitionnaires soit pour le gouvernement provincial, devrait être attirée sur certaines questions préliminaires qui semblent découler de l'appel. Parmi les questions que le sous-comité regarde comme préliminaires se trouvent les suivantes : (1) Cet appel est-il de la nature de celui que la s. 3 de la s. 93 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, ou la s. 2 de la s. 22 de l'Acte de Manitoba ont en vue ? (2) Les motifs exposés dans la pétition sont-ils de nature à être le sujet d'un appel en vertu de l'une ou l'autre des sous-sections ci-dessus mentionnées ? (3) La décision du comité judiciaire du Conseil Privé affecte-t-elle en aucune manière la pétition pour redressement basée sur la prétention que les droits de la minorité catholique romaine, droits qu'elle a acquis après l'union, ont été empiétés par les deux statuts de 1890 plus haut mentionnés ? (4) La s. 3 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord s'applique-t-elle à Manitoba ? (5) Son Excellence en conseil a-t-elle le pouvoir d'accorder les ordres tels que ceux demandés par le pétitionnaire, présumant que les faits matériels sont tels que ceux exposés dans la pétition ? (6) Les actes de Manitoba passés avant la session de 1890 confèrent-ils à la minorité " un droit ou un privilège " par rapport à l'éducation dans l'intention de la sous-section 2 de la section 22 de l'Acte de Manitoba, ou établissent-ils un système d'écoles séparées ou dissidentes, dans l'intention de la sous-section 3 de la section 93 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord ; et si oui, les deux actes de 1890, dont il y a plainte, affectent-ils le droit ou privilège de la minorité de manière à justifier le présent appel ? D'autres questions de même caractère peuvent être suggérées à l'audition et il peut être désirable, d'entendre les arguments sur les points préliminaires avant d'en venir à l'audition des mérites de l'appel.

LA POLITIQUE EN JUPON

(De La Minerne.)

Il nous est venue une singulière circulaire. Elle ne porte pas de nom, mais elle est brèvement signée : *Protestant ladies of Ontario*. De qui tiennent-elles le droit de parler au nom des protestants d'Ontario ? Nous n'en savons rien, mais pour montrer le jeu qui se pratique en certains quartiers, nous allons donner une traduction du document.

Aux honorables membres

du Parlement du Canada,

Nous, soussignées, représentant les Dames Protestantes d'Ontario, soumettons humblement :

Que, attendu que la législature provinciale du Manitoba a jugé à propos d'adopter un acte intitulé : *Acte des écoles publiques*, dans lequel elle exprime clairement les vœux de la population du Manitoba ;

Attendu que le dit acte a été déclaré *infra vires* par le plus haut tribunal judiciaire de l'Empire ;

Attendu que dans l'affaire de l'acte des biens des Jésuites, adopté par la législature de la province de Québec, en l'année 1888, le parlement du Canada a refusé d'intervenir en faveur de la minorité de cette province, et a déclaré par une grande majorité que le dit acte était *infra vires* ;

Attendu que la législature du Manitoba n'a pas, par le dit acte des écoles publiques, privé les catholiques de cette province d'aucun droit à eux garanti lors de l'entrée de la dite province dans la Confédération ;

Attendu que nous avons été forcées de nous soumettre à des actes tant provinciaux que fédéraux, qui étaient favorables aux catholiques romains et hostiles aux protestants ;

Nous protestons très solennellement contre toute intervention de votre honorable Parlement relativement au dit acte des écoles du Manitoba, et nous vous demandons respectueusement de nous prêter votre influence en cette matière.

Vous nous pardonnerez d'attirer votre attention en cette affaire. Notre excuse est que nous trouvons le temps arrivé où les femmes protestantes de ce Dominion sont appelées à parler au nom des droits sacrés à nous transmis par nos pères et nos mères—droits que nous nous sentons obligées de transmettre à notre tour à nos enfants. C'est pourquoi nous avons l'intention de parler de ces questions de temps à autre.

Par ordre des

DAMES PROTESTANTES D'ONTARIO.
19 décembre 1892.

Nous ne nous amuserons pas à discuter avec ces dames qui n'ont probablement jamais lu la constitution de leur pays ou de la province de Manitoba.

Nous nous contenterons de leur déclarer qu'elles ont perdu une superbe occasion de se taire, puis de leur poser une seule question : Que

diraient-elles, si on les forçait d'envoyer leurs enfants à des écoles publiques qui seraient en fait catholiques, et au cas de refus, s'il leur fallait payer double cotisation : la taxe provinciale et la taxe spéciale nécessaire pour entretenir des écoles dont l'enseignement serait conforme à leur conscience ? Elles protesteraient vivement, crieraient à la tyrannie, pétitionneraient la Reine contre cette injustice, et elles auraient raison. Comme les catholiques valent tout autant qu'elles, nous leur soumettons humblement que notre liberté de conscience doit être respectée, au nom même qu'elles se plaisent à invoquer : " Dieu et mon droit."

Nouvelles Politiques

L'hon. M. Smart, qui, comme on le sait, a été battu aux dernières élections, s'est enfin décidé, après s'être cramponné pendant six mois au cabinet provincial, à donner sa démission. Pour le consoler, ses collègues l'ont nommé commissaire à l'exposition de Chicago.

C'est M. J. D. Cameron, avocat, député de Winnipeg-Sud, qui remplace M. Smart dans le cabinet. Le gouvernement peut peut-être y gagner ; mais nous, nous ! Ses discours en chambre sont à son sujet nos appréhensions à son sujet.

C'est en 1888 que M. Greenway arrivait au pouvoir, et il est assez singulier que des quatre collègues qu'il avait alors avec lui : MM. Frenckergat, Martin, Jones et Smart, il n'en reste pas un seul dans le cabinet aujourd'hui.

C'est jeudi, le 26 de ce mois, qu'il a lieu la rentrée des chambres à Ottawa. En cette circonstance Manitoba aura deux nouveaux sénateurs : les hon. MM. T. A. Bernier et N. Kirchoffer et un nouveau député aux Communes : M. N. Boyd élu à Marquette, en remplacement de M. Robert Watson. La province a aussi maintenant un ministre dans le cabinet : l'hon. M. T. M. Daly, lequel, sit dit en passant, jouit à juste titre d'une très grande popularité.

M. J. Israël Tarte a été élu à l'Islet à une majorité de 39 voix, après une lutte des plus vives, de part et d'autre.

M. Pierre Leclaire, avocat de Montréal a été élu hier député de Terrebonne aux communes, en remplacement de l'hon. M. Chapeau, aujourd'hui lieutenant-gouverneur de Québec.

Affaires Municipales

CONSEIL DE VILLE.

Procès-verbal de la 31ème séance du conseil de ville de Saint-Boniface, étant la 21ème séance régulière, tenue le 12ème jour de décembre A.D. 1892.

Présents :—MM. les conseillers Lecomte, Lauzon, Lamontagne, Rocan et Deschambault.

M. le conseiller Lecomte au fauteuil.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et confirmé.

Lue une lettre du Rév. G. Cloutier, re l'hôpital de Saint-Boniface.

Les comptes suivants sont déposés sur la table : Ls Laurendeau, \$1.45 ; Frs Lévesque, 40 cts ; H. F. Despars, \$3.18 ; R. D. Richardson, \$5.60 ; Free Press, \$6.00 ; rapport de police pour le mois de novembre, donnant une recette de \$11.50 et une dépense de \$1.80.

Proposé par M. le conseiller Lauzon, appuyé par M. le conseiller Rocan,

Que la somme de \$100 soit votée en faveur des RR. SS. de l'hôpital de Saint-Boniface et que le trésorier soit autorisé d'émettre un chèque en leur faveur. Aggré.

Proposé par MM. les conseillers Rocan et Lauzon, appuyé par MM. les conseillers Lamontagne et Deschambault,

Que ce conseil ne saurait laisser expirer son terme d'office sans consigner dans les archives l'expression de sa reconnaissance pour les bien faits signalés dont la ville, sous des formes différentes, a été presque chaque année l'objet, de la part de Mgr l'Archevêque de Saint-Boniface.

Que ce conseil exprime particulièrement sa respectueuse gratitude pour le magnifique cadeau que Sa Grandeur vient de faire à la ville du terrain de l'Exposition ;

Et que trois des membres de ce conseil soient les porteurs, à Sa Grandeur Mgr l'Archevêque, de copie de la présente résolution. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Lauzon, appuyé par M. le conseiller Lamontagne,

Que le compte de M. H. F. Despars, pour \$3.18, soit reçu et payé. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Lamontagne, appuyé par M. le conseiller Lauzon,

Que les comptes de M. Richardson, pour \$5.60, et le Free Press, pour annonce, \$6.00, soient reçus et payés. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Deschambault, appuyé par M. le conseiller Rocan,

Que les comptes de MM. Ls Laurendeau, \$1.45, et Frs Lévesque, 45 cts, soient reçus et payés. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Rocan, appuyé par M. le conseiller Deschambault,

Que le rôle de paye No. 20, \$11.05, et le rapport de police pour le mois de novembre, soient reçus et que les dépenses mentionnées soient payées. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Rocan, appuyé par M. le conseiller Lamontagne,

Que des remerciements soient votés par ce conseil à M. le conseiller Lauzon pour avoir si bien conduit la vente des bâtimens de l'Exposition. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Lamontagne, appuyé par M. le conseiller Deschambault,

Que la séance se lève, et la séance est levée.

Procès-verbal de la 32ème séance du conseil de la ville de Saint-Boniface, étant la 22ème séance régulière, tenue le 27 décembre A.D. 1892.

Présents : Son honneur le maire au fauteuil, et MM. les conseillers Lecomte, Lauzon, Rocan et Rocan. Sont lues, les lettres suivantes : Une du secrétaire de la commission des écoles, demandant \$100 en attendant l'octroi municipal ; une autre de M. Dumouchel, informant le conseil que les assurances sur la principale bâtisse de l'Exposition expirent le 5 janvier 1893 ; une autre de Mme Leacock, se plaignant du mauvais état des chemins, état causé par la Cie de lumière électrique, et dans laquelle elle demande protection ; une autre de son honneur le maire de Winnipeg, assurant au conseil qu'il verra sous le plus court délai à ce que la traverse de la rue Water soit mise en ordre ; une autre de M. P. F. Soucy, donnant sa démission comme évaluateur de la ville ; une autre de M. Wm Litchfield, disant qu'il accepterait \$54.33 en retour du certificat de vente de terrain pour taxes.

Les comptes suivants sont déposés sur la table : W. Jordan, \$27.00, réception des évêques ; N. Houde, \$5.50.

Proposé par M. le conseiller Lauzon, appuyé par M. le conseiller Rocan,

Que la résignation de M. Soucy soit acceptée. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Lauzon, appuyé par M. le conseiller Rocan,

Que le compte de M. Houde soit réduit à \$4.00 et payé, et que celui de W. Jordan, pour \$27.00, soit accepté et payé. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Lecomte, appuyé par M. le conseiller Rocan,

Qu'un chèque au montant de \$54.33 soit envoyé à M. Litchfield comme remise d'argent en retour d'un lot. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Lauzon, appuyé par M. le conseiller Rocan,

Que le conseil ne renouvelle pas les assurances sur la bâtisse principale de l'Exposition. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Lecomte, appuyé par M. le conseiller Rocan,

Que la somme de \$1,500 soit payée à la commission des écoles. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Rocan, appuyé par M. le conseiller Lauzon,

Que la chaîne de montre actuellement dans la voûte soit vendue à M. Turner pour la somme de \$17.00. Aggré.

Proposé par M. le conseiller Lecomte, appuyé par M. le conseiller Lauzon,

Qu'une copie de la résolution suivante soit transmise aux municipalités de Springfield, Taché, LaBroquerie et Saint-Boniface :—

Attendu que depuis plusieurs années il est reconnu urgent de construire une ligne de chemin de fer reliant la cité de Winnipeg au village de Saint-Boniface au Sud-Est de la province, et

Attendu que la colonisation des paroisses de Saint-Boniface, Lorette, Sainte-Anne et LaBroquerie, et de plusieurs autres établissements à l'est de la rivière est considérablement retardée par l'absence de voie ferrée ; et

Attendu que la compagnie du chemin de fer Manitoba & Sud-Est a obtenu une charte du Parlement fédéral pour la construction d'un chemin de fer dans la dite direction, et après avoir obtenu pendant plusieurs années une extension de temps pour l'exécution de ses travaux, se propose de demander une nouvelle semblable extension à la prochaine réunion du dit parlement ; et

Attendu que ce conseil est d'opinion que d'autres personnes, commandant les capitaux nécessaires à la mise en opération d'une telle entreprise, seraient prêtes à se joindre en compagnie de chemin de fer à construire un chemin de fer dans la dite direction mais en sont empêchés par le fait que la dite compagnie Manitoba & Sud-Est tient une charte au même effet sur laquelle elle fait depuis longtemps défaut de procéder, tel que sus-dit ;—

A ces fins, le conseil de la ville de Saint-Boniface, propose :

Qu'une requête soit transmise aux autorités compétentes leur exposant que la nouvelle extension de temps demandée par la compagnie Manitoba & Sud-Est serait au détriment de cette ville et des paroisses et établissements ci-haut nommés et demandant, qu'en conséquence, une telle extension ne soit pas accordée.

Proposé par M. le conseiller Rocan, appuyé par M. le conseiller Lauzon,

Qu'un accusé de réception soit fait de la lettre de Mme Leacock, laquelle lettre devant être référée aux autorités de Winnipeg. Aggré.

Proposé par MM. les conseillers Lecomte et Rocan, appuyé par MM. les conseillers Lauzon et Rocan,

Que des remerciements soient votés en faveur de son honneur le maire pour tous les services qu'il a rendus, durant l'année 1892, à la ville de Saint-Boniface, en sa qualité officielle. Aggré.

Avant de lever la séance, son honneur le maire remercie le conseil de la résolution qu'il vient de passer et exprime la satisfaction qu'il éprouve en laissant l'office de premier magistrat de la ville, de voir que l'état financier de la ville est satisfaisant et démontre que l'idée d'économie n'a pas cessé de régner durant tout le cours de ce terme. Il remercie les conseillers et les officiers de l'appui qu'il a reçu d'eux pour administrer les affaires durant l'année, et il est heureux de se retirer en si bonne harmonie avec tout le conseil.

Proposé par M. le conseiller Lauzon, appuyé par M. le conseiller Rocan,

Que la séance se lève, et la séance est levée.

Compagnie du Chemin de Fer Grand Central du Nord-Ouest.

A VIS.—La Compagnie du chemin de fer Grand Central du Nord-Ouest s'adressera au Parlement du Canada, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte modifiant sa charte d'incorporation conformément à l'acte 51 Vic, chap. 85, en prolongeant le délai fixé pour la construction et le parachèvement du chemin de fer, et lui donnant le pouvoir d'emettre des actions privilégiées, ainsi que toutes autres modifications qui seront jugées nécessaires, et pour d'autres fins.

ARTHUR CODD, Secrétaire.
Daté à Ottawa, ce 1er jour de décembre 1892.

CIE DE LA BAIE D'HUDSON.

" La Coupe qui Enivre."

Quelle différence il y a dans les thés—entre ceux qui sentent le séné ou qui n'ont aucune saveur et les thés de meilleur qualité que distinguent l'arôme le plus délicat et les qualités les plus appréciables. Il importe peu que le thé soit placé en boîte de bois, de fer blanc ou en paquet de papier de plomb. C'est le contenu qui nous dit l'histoire de la qualité.

Si nous achetons du thé commun, le faisons mêler avec une couple d'autres qualités de thés inférieures et le faisons mettre dans des boîtes d'argent solides portant en lettres d'or "JEWEL BLEND," nous n'augmenterions aucunement sa valeur comme thé, bien que nous serions obligés de hausser le prix. N'importe qui peut mêler le thé, mais l'expérience d'un expert consommé est nécessaire pour mêler les qualités. Le sel et le sucre ne forment pas un mélange agréable au goût, cependant votre droit cuisinier français sait comment les mêler pour produire le plus fin résultat.

Il en est ainsi avec les thés—cette fleur de la perfection—de Tetley. Comme garantie que tout est pur, les manufacturiers ont cacheté chaque paquet d'un

EXPOSITION DE CHICAGO

Les Canadiens français de l'état de l'Ontario ont adressé une requête aux gouvernements d'Ottawa et de Québec, demandant l'établissement d'une agence canadienne à Chicago, en vue surtout de la prochaine grande exposition de cette année. En rapport avec cette requête, le nom de M. Daniel Bergevin est mentionné.

Pour notre part, nous serions fort heureux de cette nomination, car il n'est que juste de demander d'avoir là un homme intelligent et capable de nous représenter dignement; or, M. Bergevin possède toutes les qualités nécessaires. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que nous avons un million de nos frères aux Etats Unis, et il ne faut pas s'attendre à des faveurs du président Harrison.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons de l'archevêché, que Sa Grandeur a reçu une dépêche informant de la mort du Révérend Père André, O.M.I., le missionnaire bien connu. Il résidait à Calgary.

PERSONNEL

M. Félix Campeau, de Saint-Jean-Baptiste, est revenu dimanche d'un voyage en province de Québec.

M. Ernest Bernier, marchand de Sainte-Anne, est parti hier soir avec deux de ses enfants, pour Sainte-Anne de Rouville. M. Bernier nous reviendra dans quelques semaines.

Madame Edouard Masse est gravement malade.

M. Ernest Broux, de Boulogne-sur-Mer, France, est arrivé à Saint-Boniface la semaine dernière avec l'intention de se fixer à Saint-Malo.

C'est avec plaisir que nous annonçons le retour au milieu de nous de M. le Vicomte Henri de Saint-Exupéry, arrivé hier de Montréal.

M. François Gingras, qui souffre depuis quelque temps d'une maladie des yeux, est parti dimanche soir, pour Montréal, dans le but de se mettre sous le traitement d'un spécialiste. M. l'abbé G. Cloutier accompagne M. Gingras.

M. le docteur Lambert a été appelé ce matin à Saint-Jean-Baptiste, auprès de M. J. B. Fillion, frère de M. le curé Fillion. Par suite d'un accident dont nous n'avons pas les détails, M. J. B. Fillion s'est gelé les pieds, et il est possible qu'une amputation soit nécessaire.

M. J. F. Prud'homme est revenu de sa promenade dans sa famille, à Beauharnois, P.Q.

M. L. J. A. Lévesque, après une absence de quelques semaines, en visite à son fils, à l'université d'Ottawa, et à sa vieille mère à Montréal, est revenu depuis hier.

M. Hormidas Béliveau, est arrivé hier, de retour de sa promenade dans la province de Québec.

M. Roger Marion est parti pour aller visiter les paroisses de Lorette, Sainte-Anne-des-Chênes et LaBroquerie.

Chronique Locale.

—Il y a encore actuellement beaucoup de maladie à Saint-Boniface et à Winnipeg.

—Il fait un peu plus froid depuis quelques jours; mais c'est tout de même un bon temps.

—Un peu plus de neige ne ferait pas de mal aux chemins, surtout en certains endroits de la campagne.

—C'est lundi qu'a lieu l'élection d'un conseiller municipal, en remplacement de M. P. F. Soucy, qui n'a pas accepté le mandat.

—A Winnipeg, on achète 12 billets pour 25 cents sur les chars à bords. C'est là un des effets de la compétition entre les deux compagnies rivales.

—M. F. E. Verge annonce à ses pratiques et au public en général, que d'ici au 1er mars, il fera son établissement à 7 heures moins un quart, les samedis et veilles de fêtes exceptées.

—On parle toujours d'une vente considérable de terrain en cette ville et du projet de construire un nouveau pont dans la partie nord de la ville, c'est à dire vers la rue Aubert ou Grandin.

—La mort de M. Hamelin nécessite la fermeture de la tannerie de Saint-Boniface d'ici à quelque temps; mais il est à peu près certain qu'une autre personne viendra en prendre la direction avant longtemps.

—On n'a pas encore de nouvelles de la construction du pont de la Cie Norwood; c'est pourtant maintenant le temps le plus propice pour commencer les travaux. Serait-ce là encore un projet à l'eau?

—DES ETRENNES POUR TOUT LE MONDE.—M. F. E. Verge accordera un escompte de vingt pour cent sur toutes les marchandises achetées à son établissement d'ici au 21 janvier, sur tout achat au comptant de une piastre et au-delà.

—Un gros procès doit se commencer bientôt au palais de Justice de Winnipeg; c'est celui de M. Alphonse Charlebois, de Québec, et la Cie de chemin de fer North West Central. Les avocats les plus éminents sont, dit-on, retenus de part et d'autre.

—L'Eglise de l'Immaculée Conception, à Winnipeg, est aujourd'hui

un des plus beaux monuments de la ville. On attend prochainement des artistes de Montréal qui devront décorer l'intérieur de ce temple. L'erection de cette belle église fait beaucoup d'honneur à M. l'abbé A. A. Cherrier, curé de la paroisse.

—Comme tous les gens bien pensants s'y attendaient, la contestation de l'élection de M. J. B. Laizon a été renvoyée avec dépens. Les avocats des demandeurs étaient MM. Prendergast et Bertrand; M. Laizon était défendu par M. Munson, avocat de Winnipeg. C'est devant l'hon. juge Prud'homme que la cause a été plaidée.

—Notre conseil voudrait-il attirer l'attention de celui de Winnipeg sur l'état actuel de la rue Water, dans cette dernière ville. Pres de l'établissement de la compagnie de la lumière électrique la rue est dans un état bien triste, et la traversée du chemin de fer de ceinture laisse aussi beaucoup à désirer. On se demande quelquefois si c'est bien une rue qui est tracée là?

—Le verdict général des fumeurs du Canada est que le "Myrtle Navy" est le meilleur tabac dont ils aient fait usage. Il ne peut y avoir erreur sur ce point, car cette preuve plausible en établit l'authenticité. La demande considérable de ce tabac l'établit, et la nature de cette demande en est une nouvelle preuve. Ce n'est un article spasmodique si l'on peut s'exprimer ainsi, tenant le haut du marché durant un mois et le bas le mois suivant. La demande de notre produit a été constamment croissante. La qualité insurpassable du tabac se témoigne de ce fait.

—Les Sœurs chargées de l'Orphelinat offrent leurs sincères remerciements aux amis dévoués qui ont bien voulu faire une si large part de leur abondance aux enfants de cette maison en leur envoyant un magnifique arbre de Noël chargé de mille bonnes choses. Reconnaissance donc à ceux qui se sont donnés la consolation de répandre le cœur de la pauvre orpheline. MM. Deegan, Jobin et Marin ont pu se convaincre et répéter à leurs bons amis les cris de joie de ces enfants qui, ce jour-là, ont dû oublier qu'elles étaient privées de leur famille. Merci encore une fois et que Dieu répande ses dons sur les bienfaiteurs de l'orphelin.

Chronique de la Province.

Saint-Norbert.

7 janvier.—La nomination pour l'élection du préfet de notre municipalité a eu lieu aujourd'hui. Les nominations suivantes ont été faites: MM. Joseph Lecomte, L. M. Dufort, John Kenny et Hubert Lamoureux. M. Lecomte étant maire de Saint-Boniface et conseiller dans la municipalité de Macdonald, a donné sa démission.

—M. Bailli, venant de Rennes, France, vient de se fixer au milieu de nous.

NAISSANCE

D'Eschambault.—En cette ville, le 5 courant, la femme de M. le Dr Alex. D'Eschambault, un garçon.

DECES

MARTIN.—En cette ville, le 5 courant, à l'âge de 7 ans, Rhéa-Henrietta, fille de M. A. F. Martin, M. P. F.

L'enterrement a eu lieu après les vêpres le jour des Rois. C'est le quatrième décès dans la famille de M. Martin depuis trois semaines.

Nous renouvelons l'expression de nos condoléances à cette famille si éprouvée.

HAMELIN.—En cette ville, le 10 courant, M. Gédéon Hamelin, maître-tanneur, ci-devant de Saint-Gabriel de Brandon, P.Q. Il laisse pour déplorer sa perte une épouse et 6 enfants. Les funérailles ont eu lieu ce matin à la cathédrale.

LABOSSIERE.—A Somerset, le 6 courant, après une courte maladie, M. Amédée Labossière, cultivateur.

AVIS.

Défense est faite à quiconque se soit de couper ou d'enlever aucun arbre, morceau de bois ou tout autre objet appartenant aux terrains de la Corporation Archépiscopale de Saint-Boniface, sous peine d'encourir les rigueurs de la loi.

Par ordre,
J. ALLARD, O.M.I.,
Econome.
Saint-Boniface, 13 décembre 1922.
3m 14 12-92

BANQUE IMPERIALE DU CANADA.

CAPITAL AUTORISÉ - \$2,000,000.00
CAPITAL PAYÉ - - - 1,940,607.00
FONDS DE RESERVE - 1,020,292.00

DIRECTEURS:
H. T. Howland, Prés. T. R. Merritt, V.-Pr.
William Ramsay, Robert Jaffray, T. R.
Wadsworth, Hugh Ryan, T. Sutherland
Steyne.

BUREAU PRINCIPAL: TORONTO.
D. B. Wilkie, caissier; B. Jennings,
ass. caissier; R. Hay, inspecteur.

SUCCURSALES DANS L'ONTARIO:
Essex. Niagara Falls, Sault Ste. Marie,
Fergus. Port Colborne, St. Thomas,
Galt. Rat Portage, Welland,
Ingersoll. St. Catharines, Woodstock,
Toronto. (Cor. Wellington St. & Leader
Yonge & Queen Sts. Lane.
Yonge & Bloor Sts.)

SUCCURSALES AU NORD-OUEST:
Winnipeg, Man. G. S. Hoare, Gérant.
Brandon, Man. A. J. Jones, " "
Calgary, Alta. S. Barber, " "
Portage-la-Prairie, N. G. Leslie, " "
Prince-Albert, Sask. J. E. Young, " "
Edmonton, Alta. G. R. F. Kirkpatrick, " "

Intérêt accordé au taux courant dans les caisses d'épargne et pour dépôts spéciaux. Achat de débiteurs des Municipalités. Agent en Angleterre: la Banque de Lloyd (limitée), rue Lombard, où l'on peut déposer de l'argent pour transfert par lettre de change ou câblégramme, à aucune des succursales ci-dessus.

C. S. HOARE, Gérant.
14 23-11-92 Winnipeg.

UN GRAND ASSORTIMENT

DE HARDES.

Tout le rez-de-chaussée de notre établissement est rempli de Hardes, et notre assortiment est sans rival en Canada. Nous pouvons prouver nos avancées à la lettre. Nous savons ce que nous disons. Il y a déjà quelques mois, quand le thermomètre marquait 90 degrés à l'ombre nous songions à nos pardessus et vêtements d'hiver qui remplissent actuellement nos tables d'étalage, attendant votre visite. Le résultat de nos efforts est que nous sommes mieux préparés pour notre commerce d'hiver que nous ne l'avons jamais été auparavant. Nous offrons

PARDESSUS.

Notre grand succès durant la présente saison a été notre Ulster, croisé, avec ou sans capuchon. Il est en drap de Frise Irlandais ou Gallois, avec un large col. Couleurs—brun tan, gris et brun. Prix—\$10, \$12, \$14 et \$16. Ceux de \$14 et \$16 valent \$25 ou \$30 sur commande. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Pour \$6.50 vous pouvez acheter un pardessus qui vous garantira du froid et vous habillera assez élégamment. De \$9 jusqu'à \$12 vous aurez votre choix sur un assortiment considérable en drap Meltons, de Castor, en Serge et en Tricot, les meilleurs qui soient jamais venus en cette province.

Cette semaine nous écoulons notre assortiment d'habits pour enfants et jeunes garçons.

AVANTAGES RARES.

AU GRAND ASSORTIMENT DE

HARDES DE WALSH

515 et 517 Rue Main.

VIS-A-VIS L'HOTEL-DE-VILLE,
WINNIPEG.

VENTE! VENTE! VENTE!
D'ASSORTIMENT.

Pendant 60 Jours nous Vendrons les Chaussures
AU PRIX COUTANT.

Afin de diminuer l'assortiment
Avant de livrer possession.

WM. MCFARLANE,
434 Rue Main, - - - Winnipeg.
2m 30-11-92

A VENDRE!

Une magnifique terre de 142½ acres dans la paroisse de Lorette, à... \$3.50 par acre
A quelques arpents du monastère des RR. PP. Trappistes, dans la paroisse de Saint-Norbert, sur la Rivière-Rouge:
166 arpents pour..... \$1,000 00
159 arpents pour..... 950 00
236 arpents pour..... 1,200 00
127 arpents, avec maison, pour..... 1,000 00
77 arpents, avec maison, pour..... 550 00
200 arpents, avec maison, (lot voisin de l'église de Ste. Agathe), pour..... 2,500 00
200 arpents en face de la ville de Morris pour..... 1,000 00
TITRES TORRENS.

Argent à prêter sur 1ère hypothèque. Examen de Titres (une spécialité.)
J. LECOMTE, Notaire Public,
No. 387 Rue Main, - - - Winnipeg, Man.
14 9-11-92

La Consommation Guérie.
Un vieux médecin retiré, ayant reçu d'un missionnaire des Indes Orientales la formule d'un remède simple et végétal pour la guérison rapide et permanente de la Consommation, la Bronchite, le Catarrhe, l'Asthme et toutes les Affections des Poumons et de la Gorge, et qui guérit radicalement la Debilité Nerveuse et toutes les Maladies Nerveuses; après avoir éprouvé ses remarquables effets curatifs dans des milliers de cas, trouve que c'est son devoir de le faire connaître aux malades. Poussé par le désir de soulager les souffrances de l'humanité j'enverrai gratis à ceux qui le désirent, cette recette en Allemand, Français ou Anglais avec instructions pour la préparer et l'employer. Envoyer par la poste un timbre et votre adresse. Mentionner ce journal. W. A. NOTES, 820 Powers' Block, Rochester, N. Y.
14 9-11-92

La Cie "Western Coal"
(LIMITÉE.)
SEULE AGENT DU CELEBRE
CHARBON SCRANTON.
Bureaux, 391 Rue Main,
WINNIPEG.
14 23-11-92

LES personnes qui désirent des informations au sujet d'annonces feront bien de se procurer une copie du "Livre des Annonceurs" de 300 pages à \$1.00 le volume. Expédié franco sur réception du montant ci-dessus. Ce livre est une compilation soignée du directeur des journaux américains, les plus en vogue; donne la circulation de chacun, nombre d'informations au sujet des taux et autres questions se rattachant aux annonces. Adressez Rowell's Advertising Bureau, 10 Spruce St. New-York.

Banque d'Hochelaga.

INCORPORÉE EN 1874.
Capital autorisé - - - \$1,000,000
Capital payé - - - 710,000
Fonds de Réserve - - - 200,000

Bureau Principal: MONTRÉAL

DIRECTEURS:
F. X. St. Charles, Ecr. Président.
R. Bickerdike, Ecr. Vice-Président.
Charles Chaput, Ecr. D. Rolland, Ecr.
A. E. Vaillancourt, Ecr.
M. J. A. PRENDERGAST, Gérant.

AGENCES:
Winnipeg, Man. Trois-Rivières, P. Q.
Joliette, P. Q. Sorel, P. Q.
Valleyfield, P. Q. Vankeek Hill, Ont.
Abattoirs de l'Est, Montréal.

CORRESPONDANTS:
Londres, Ang. Clydesdale Bank (Limited).
Paris, France. Credit Lyonnais.
New York. - National Park Bank.
Boston. - Third National Bank.
Chicago. - National Bank of Redemption.
National Live Stock Bank.
17-8-92

SPIRITUEUX!!

GRAND ASSORTIMENT

VINS, LIQUEURS ET CIGARES



Le public en général est invité à visiter ce nouvel établissement où il trouvera un assortiment complet et varié de marchandises de première qualité. Commandes par la maille sollicitées et expédiées promptement. 14 10-8-92

LIBRAIRIE KEROACK,
547-RUE PRINCIPALE, WINNIPEG-547

Saint-Boniface, Rue Dumoulin.

Livres, papeteries, images, tapisseries, cadres, fournitures pour écoles et bureaux, jouets, articles religieux et de fantaisie. EN GROS ET EN DÉTAIL.

Correspondance pour tout ce qui regarde le commerce de librairie et l'importation. M. A. KEROACK.

LES BAINS TURCS, RUSSES ET électriques du Clarendon guérissent la toux, le rhume, le lumbago, les rhumatismes et toutes les affections dont l'homme est le triste héritier. Les bains du Clarendon sont les meilleurs du Canada, avec des professeurs spéciaux; plongeurs 17x14; eau de source pure tempérée. Pour dames tous les avant-midi. Billets \$1.00; 6 billets pour \$5.00. Shampoo, bain et plongeon, 50 cts. Une boutique de barbier est attachée à l'établissement. Jno.

P. BRAULT & CIE
Successeurs de Rodger & Cie
—IMPORTATEURS DE—
VINS, LIQUEURS Et CIGARES
513 Rue Principale, WINNIPEG
VIS-A-VIS L'HOTEL DE VILLE.
BONS VINS POUR
\$1.50, \$2.00, \$2.50 le Gal.
Toutes nos marchandises sont également A BAS PRIX.

A LA MAISON CANADIENNE-FRANCAISE! IMPORTATIONS : D'AUTOMNE ET D'HIVER!

Pour Habillements sur Commande: Serges Noires Françaises et Anglaises; Tweeds Anglais, Ecossais, Français et Canadiens; Tweeds à Pantalons dans les patrons les plus nouveaux. Nos Etoffes pour PARDESSUS d'automne et d'hiver sont très variés et du meilleur goût. Nous donnons une attention toute spéciale à ceux qui Et nos Prix sont des plus Modérés.

DEPARTEMENT DES HARDES-FAITES:

Habillements en Tweeds Ecossais. Habillements en Tweeds Anglais. Habillements en Tweeds Canadiens. PANTALONS POUR TOUS LES GOUTS. Confectionnant nous-mêmes nos marchandises nous pouvons assurer que quant au choix des patrons et prix rien ne laisse à désirer.

FOURRURES! FOURRURES!

Nous avons reçu un assortiment varié de CAPOTS, CASQUES, GANTS ET MITAINES, ainsi qu'un assortiment considérable de VÊTEMENTS DE DESSOUS. Nos COLS ET COLLETS sont des mieux assortis.

Tout Tweed Achete a la Vergé sera Taille Gratis.

UNE VISITE EST RESPECTUEUSEMENT SOLLICITEE.

C. A. GAREAU,
324 Rue Principale, Winnipeg,
A l'Enseigne des Ciseaux d'Or. Vis-a-Vis l'Hotel Manitoba.

MAISON
X X
BELL!!
FONDEE EN 1879.

Cette maison si bien connue du public, a encore cette année, augmenté sa grande réputation et pour le choix, la variété et la modicité des prix de ses marchandises du Jour de l'An. Elle vient de recevoir

14-CAISSES DE MARCHANDISES DE FANTAISIE-14
A des Prix Speciaux qui Surprendront les Acheteurs.

M. DENIS, comme par le passé, se fera un devoir de répondre avec courtoisie aux clients de langue française. Une visite est sollicitée.

W. M. BELL.
Vis-a-vis l'Hotel Manitoba.

AGRICULTURE

DÉFIONS-NOUS DE L'ENVIE

Un cultivateur réussit-il mieux qu'un autre, essaie-t-il d'améliorer sa méthode de culture, achète-t-il des animaux de bonne race, enfin, veut-il sortir de l'ornière de la routine, qu'arrive-t-il ? Il trouve sur son chemin cinq ou six de ses confrères pour le jalouser, le mépriser, trouver à redire du bien qu'il desire faire. Ce cultivateur, loin de trouver l'encouragement qu'il devrait attendre de ses confrères ne trouve de leur part qu'obstacle et découragement. Qu'arrive-t-il bien souvent ? C'est que ce cultivateur qui voulait faire autrement que les autres, qui voulait abandonner la routine et entrer dans le bon chemin, voit ses efforts paralysés et aboutir à l'insuccès. C'est ce que désiraient ses voisins ; ils jubilent de voir un de leurs dans l'embarras et se réjouissent de son malheur.

L'envie est un grand mal et on la trouve plus communément qu'on le pense chez beaucoup de cultivateurs.

L'EAU ET LE BÉTAIL

Le cultivateur ne peut être trop particulier à propos de l'eau qu'il donne à son bétail. De toute nécessité, il faut que cette eau soit libre de toute impureté ; car l'eau impure cause plus souvent qu'on le croit des maladies chez le bétail. Il arrive souvent qu'un cultivateur perde plusieurs animaux domestiques sans pouvoir découvrir la cause de ce désastre ; presque toujours, ces épidémies proviennent de la mauvaise eau que consomme le bétail. Il ne faut pas l'oublier, l'eau constitue l'élément le plus important de la vie chez l'animal ; elle compte environ pour les deux tiers dans son organisme. Ainsi, chez un animal qui pèse neuf cents livres, il y a environ trois cents livres de matière solide et six cents livres de liquide ; dans cent livres de lait, l'on trouve environ quinze livres de différentes matières solides et le reste, quatre-vingt-cinq livres, est de l'eau. Ces chiffres sont pour démontrer quel rôle important joue l'eau chez l'animal ; sans elle la vie est impossible et un animal succombera bien plus vite de soif que de faim.

Le cultivateur doit donc s'assurer de la qualité de l'eau qu'il donne à son bétail : si cette eau peut être sans crainte sur l'état de son bétail, car il a éloigné une des causes principales qui font entrer la maladie dans ses écuries et ses étables ; au contraire si l'eau qu'il donne à ses animaux est impure, il peut s'attendre à faire des pertes sérieuses d'un jour à l'autre, car il distribue journellement du poison à ses animaux par l'eau qu'il leur donne.

UNE EXPÉRIENCE INTÉRESSANTE

Les quelques détails suivants sur une expérience à propos de l'engraissement des porcs faite à la ferme expérimentale d'Ottawa ne manquent pas d'intérêt :

L'on prit six jeunes porcs du même âge et à peu près du même poids et on les tint à l'engrais un peu plus de cinq mois. Durant ce laps de temps, l'on obtint les chiffres suivants. Pendant le premier mois, il fallut 3.31 livres de grain pour augmenter d'une livre chacun le poids de ces porcs ; pendant le second mois il fallut 3.07 livres de grain pour chaque livre de pesantier qu'acquiescent ces porcs ; pendant le troisième mois, il fallut augmenter la quantité primitive de nourriture de 31 pour cent pour obtenir le même résultat ; le quatrième mois, il fallut l'augmenter de 81 pour cent et au cinquième mois, les porcs consommèrent 110 pour cent de plus de nourriture qu'au premier mois pour faire une livre de lard, c'est-à-dire qu'il fallut 6.95 lbs de grain, tout près de sept livres pour obtenir une livre de pesantier. Les porcs pesaient en moyenne 231 livres quand on les a tués. La conclusion de cette expérience a été que, pour aucun motif, il n'est pas profitable d'engraisser un porc qui atteint 200 livres.

Que dire alors des cultivateurs qui persistent à n'engraisser que de vieux porcs. Ils y perdent de l'argent certainement.

DE L'EAU CHAUDE POUR LES VOLAILLES

Si l'eau que vous donnez à vos volailles gèle dans le poulailler, il vaut mieux ne pas tenir d'eau devant elles constamment, car elles boiront continuellement de l'eau glacée. Il vaut mieux leur donner à boire trois fois par jour et leur donner de l'eau chaude qui les réchauffe, les reconforte et les incite à pondre.

Puisque je suis à parler de vo-

laillies, je rappellerai à la mémoire de mes lecteurs deux conseils très importants pour faire pondre les poules en hiver. Le premier, c'est qu'il faut soigneusement ramasser les déchets de viande de la maison et les donner aux volailles, le second est celui-ci qui se résume par ce dicton : "poule grasse, poule pondreuse ;" mettez dans le poulailler une bonne couche de paille hachée, jetez dans cette paille de temps à autre quelques poignées de grain ; vous verrez avec quelle ardeur les poules se mettent à l'ouvrage pour trouver ce grain ; elles gratteront du matin au soir et partant pondront tout l'hiver.

INDUSTRIES DOMESTIQUES

A propos d'industrie domestique, voici ce que la femme d'un cultivateur me disait l'autre jour :

"Je sais travailler au métier, et grâce à Dieu, mes deux filles aussi. Vous ne sauriez croire, monsieur, comme ce travail est avantageux pour une famille. Tous mes enfants sont habillés de la laine de nos moutons ; l'étoffe et la flanelle que nous en retirons rivalisent, je vous assure, avec les tweeds de magasin qui ne sont pas plus beaux et qui sont bien moins bons. Par conséquent, notre compte chez le marchand pour habillement est à peu près nul. Tous mes lits sont garnis de couvertures que nous avons fabriquées nous-mêmes et, encore ici, les produits de mon métier peuvent soutenir la comparaison avec ceux des magasins. Voici un châle de laine du pays qui n'est pas à dédaigner ; plusieurs dames ont déjà voulu me le payer dix piastres, mais j'ai refusé, il est si chaud et si bon, que je le garde pour moi. Ce n'est pas tout, je fabrique une toile avec mon lin qui fait envie à tous ceux qui la voient ; j'ai fait des nappes, des draps, des essuie-mains et une foule d'autres articles de lingerie qui ne dépareraient pas la maison d'un riche. Moi, je tire tout cela de ma ferme, tandis qu'un autre le paie en bel argent. Nous ne finirions plus de payer, si nous ne tirions pas tout le profit possible et de notre lin. Ce n'est pas nous qui voudrions échanger chez le marchand notre laine pour des étoffes qui n'ont ni la bonté, ni la durée des étoffes que nous fabriquons et qui coûtent bien moins cher. Pour terminer, je dois vous dire que beaucoup de cultivateurs restent pauvres parce qu'ils ne savent pas tirer profit des produits de leurs fermes et qu'ils s'endettent trop chez le marchand ; l'orgueil est maintenant si grand que c'est à celui qui portera le plus beau morceau et ça coûte cher, trop cher pour celui qui veut réussir. Ce n'était pas de même dans l'ancien temps."

LES CONVENTIONS AGRICOLES

Ah ! les conventions agricoles, me disait l'autre jour un cultivateur, je ne les fréquente pas, c'est de la blague, tous ceux qui y parlent d'agriculture n'ont appris ce qu'ils savent que dans les livres ; je plains les cultivateurs qui essaieraient de suivre tout ce que disent ces conférenciers agricoles. "Mais, mon cher ami, lui répondis-je, vous n'êtes pas sérieux en parlant ainsi. Vous ne fréquentez pas les conventions agricoles parce que vous pensez en connaître plus long que ceux y parlent d'agriculture. Vous avez grand tort d'agir ainsi ; vous prouvez par là que vous êtes un égoïste qui n'aime aucunement vos semblables, ces conférences sont faites dans un but d'instruction mutuelle, vous le savez ; on n'est jamais assez instruit et vous n'allez pas communiquer votre science à des confrères qui ne désirent que de s'instruire ; vous n'allez pas reprendre ces conférenciers, leur indiquer les erreurs qu'ils émettent pour n'avoir étudié que dans les livres. Vous gardez votre science pour vous seul, c'est très mal ; si tout le monde agissait ainsi, l'agriculture ne marcherait guère.

Vous ne croyez pas à l'agriculture dans les livres ; c'est pourtant par elle que vous pouvez vendre votre fourrage et votre beurre un bon prix, c'est par elle que vous apprendrez à retirer le plus de profits de votre bétail, c'est par elle que vous apprendrez à engraisser votre terre le plus efficacement et le plus économiquement possible, etc., etc.

Croyez-moi, mon ami, abonnez-vous le plus tôt à un journal d'agriculture et en peu de temps, vous vous convaincrez que plus on pense savoir, plus on est ignorant."

Notre cultivateur ne continua pas la conversation. Puisse-t-il comprendre, ainsi que tous ceux qui pensent comme lui, que la véritable agriculture à suivre aujourd'hui est celle qui repose sur la science.

CHEMIN DE FER

NORTHERN PACIFIC.

La Route la plus Populaire et la Meilleure

POUR TOUS LES POINTS A L'EST, AU SUD ET A L'OUEST.

Convoi quotidien de Winnipeg avec Char Palais, Char Dortoir, Char Refectoire Elegant, et Excellent Voitures de Première Classe.

La ligne de Chars Réfectoires, la meilleure route pour tous les points et mène le voyageur à travers un pays intéressant, se raccourcissant à heure fixe avec les autres lignes et lui procurant l'avantage de visiter les célèbres villes de Minneapolis, St. Paul et Chicago. Les malles et colis sont consignés pour tous les endroits à l'est, sans embarras et sans retard. Pas d'examen des bagages à subir.

BILLETS DE TRAVERSÉE POUR L'Océan

Et Cabines pour aller et revenir d'Angleterre et de tous les pays européens. Les meilleures lignes de navires transatlantiques sont représentées.

Désirez-vous aller quelque part au Montana, dans Washington, l'Oregon ou la Colombie Anglaise, nous vous invitons d'une manière spéciale d'essayer notre ligne, qui peut indubitablement faire pour vous mieux qu'aucune autre. C'est la seule ligne directe par voie ferrée conduisant au Territoire de Washington.

LA ROUTE FAVORITE DES TOURISTES CALIFORNIENS

Pour plus amples informations concernant les tarifs, etc., adressez-vous personnellement ou par écrit à l'agent de billets le plus rapproché, à tout agent voyageur de la compagnie, ou à

H. SWINFORD, Agent Général C. F. N. P., Winnipeg.

CHAS. S. FEE, Agent Général des voyageurs et des billets, C. F. N. P., St. Paul, Minn. 2.9.91

Si jamais vous désirez annoncer quelque article, écrivez à GEORGE P. ROWELL & Co, No. 10, Rue Spruce, New-York.

PHARMACIE SAINT-BONIFACE

Rue Dumoulin.

STOCK COMPLET DE

DROGUES, MÉDECINES PATENTÉES,

PARFUMS, SAVONS.

TOUTES ESPECES DE TEINTURES.

Tout au comptant.

Toutes les prescriptions seront remplies avec soin par le Dr Lambert, qui tient ses bureaux dans la même bâtisse. Les heures d'offices sont : Consultation, matin jusqu'à 9 hrs a.m. 12 hrs à 2 hrs p.m. 5 hrs à 10 hrs p.m.

Dr J. H. O. LAMBERT, Médecin de l'Hôpital de Saint-Boniface. Téléphone No. 401.

N.B.—Tous les marchands de la campagne sont priés de visiter l'établissement. Jan 15.3.88.

EN GARDE !

CHAQUE PALETTE DE

MYRTLE NAVY

PORTE EN BRONZE LES LETTRES

T. & B.

IL Y EN A PAS D'AUTRE

QUI SOIT VÉRITABLE.

HUGHES & HORN

(Successeurs de M. Hughes & Co) Entrepreneurs de Pompes Funèbres et Embaumeurs 470 RUE PRINCIPALE, WINNIPEG

Vie à-vis la Banque Commerciale. Tout est de première classe. Ouvert à toutes heures. 19-7-92 Téléphone 413.

Dr Alex. F. D'Eschambault,

DOCTEUR EN MÉDECINE.

LICENCE DES PROVINCES DE QUÉBEC ET MANITOBA.

Bureaux à sa résidence sur la rue Aubert.

Heures de Consultations :—8 hrs à 10 hrs a.m. 1 hr à 3 hrs p.m. 5 hrs à 10 hrs p.m. Téléphone No. 607. 14 5390

D. C. NILES,

CHIRURGIEN-DENTISTE,

LICENCIÉ,

3ME PORTE COTE SUD DU BUREAU DE POSTE, WINNIPEG.

Extraction de dents sans douleur. Plombage en or et en argent et en composition. L'encouragement de la population française est sollicitée. 19-10-92

Plant Ferry's Seeds

and reap a rich harvest. They are always reliable, always in demand, always the best. FERRY'S SEED ANNUAL For 1892 is invaluable to every Planter. It is an encyclopedia of the latest farming information from the highest authorities. Sold Free.

D. M. FERRY & Co. WINDSOR, Ont.

FERRE, ROSENBERG & CIE

—GROS ET DETAIL—

—PROPRIÉTAIRES—

Importateurs de VINS, COGNAC et SPIRITUEUX FRANÇAIS.

364 RUE MAIN, WINNIPEG.

Telephone 774.

Vins des Grands Crus, Bordeaux et Bourgognes

IMPORTÉS DIRECTEMENT DES VIGNOBLES, (vente sur dégustation.)

CLARETS FRANÇAIS A PARTIR DE \$1.25 LE GALLON.

—PARFUMERIE FRANÇAISE—

LAIT VIRGINAL, RÉGÉNÉRATEUR DE LA BEAUTÉ, SAVONS ET PARFUMS.

Specialité d'Eau de Cologne.

7-9-92

A SON ANCIEN POSTE !

M. J. B. Lauzon, Boucher,

Ayant repris son état de Saint-Boniface, sollicite le patronage de

SES :: ANCIENNES :: PRATIQUES.

EN TOUT TEMPS IL POURRA ACHETER OU VENDRE

ANIMAUX GRAS, BŒUFS DE TRAVAIL, CHEVAUX,

VACHES A LAIT, MOUTONS, COCHONS,

VEAUX, VOLAILLES, ETC.

SATISFACTION GARANTIE ET PRIX MODÉRÉS COMME PAR LE PASSÉ.

Telephone No. 526. 11-5-92 J. B. LAUZON.

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

FOURRURES !

La vive attaque de froid que nous avons en nous force à songer que nous avons besoin de Fourrures. Nous pouvons montrer

DES PARDESSUS DE DAMES, DES CASQUES, CACHENEZ, COLLETS ET MANTES.

En Castor de Russie, En Seal, En Opossum, Et Astracan.

POUR LES MESSIEURS NOUS AVONS

DES CASQUES, DES PARDESSUS EN ASTRACAN, EN OURS ET EN CHAT SAUVAGE.

Quand vous aurez besoin de ces articles venez nous demander nos prix, ils vous conviendront, nous en sommes sûrs.

GEO. H. RODGERS & CIE.

No. 432-RUE MAIN-No. 432.

Monsieur J. W. Lachambre continue à s'occuper de la clientèle de langue française. Son urbanité bien connue, et sa grande expérience, garantiront satisfaction aux français qui visiteront cet établissement.

GEO. H. RODGERS & CIE.

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92

11-5-92